



GESTION DE LA PANDÉMIE
**Requête à
l'unisson pour
une enquête
indépendante**

Page 5



LIGHTNING 3 – CANADIEN 2

**Le CH est
défait à
la vitesse
de l'éclair**

Page 12

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE SOUS TOUTES SES FORMES

LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS • LE MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2021

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM17

Une tablée de 20 personnes à Noël

La Santé publique recommande de ne fêter qu'avec des individus vaccinés Page 3



La troisième dose sera accessible dès janvier aux personnes âgées de 60 ans et plus. Jacques Boissinot, La Presse Canadienne



SOMMET AVEC LA RUSSIE
**Biden réitère son
soutien à Kiev**

Plus d'informations, Page 8

TEMPS DES FÊTES

**Des activités
culturelles
sous le sapin**

Plus d'informations, Page 10



INFLATION

**Les banques
alimentaires
crient famine**

Plus d'informations, Page 6



IMMOBILIER

**Flambée des
prix à Montréal**

Plus d'informations, Page 7

Remise des prix pour le bénévolat du Canada

Un total de 21 prix ont été distribués à l'échelle nationale et régionale lors de la remise des Prix pour le bénévolat du Canada. Le prix Thérèse-Casgrain souligne à l'échelle nationale l'implication bénévole d'une vie entière. Ce prix a été remis mardi de façon posthume au Dr Francis Ho, pour son travail avec la Fondation canadienne du foie. Les prix visent à souligner la contribution importante des bénévoles, des organismes sans but lucratif et des entreprises au sein des collectivités canadiennes. Les lauréats des prix nationaux reçoivent une bourse de 10 000 \$ à remettre à l'organisme de leur choix. *JL*



SPVM

Opération pneus d'hiver

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a procédé mardi matin à la vérification des pneus d'hiver et de leur état global. Les automobilistes circulant sur la voie de desserte de l'autoroute 40 ont vu leur chemin s'interrompre à l'angle de la 24^e avenue. « Les gens sont sensibilisés juste par notre présence », a dit Michaël Brochu, policier au SPVM et conseiller à la sécurité routière. Lors de l'opération, 43 constats ont été remis. *Laurent Corbeil*

BRUTALITÉ POLICIÈRE

Déclenchement d'une enquête indépendante à Québec

Le Bureau des enquêtes indépendantes a annoncé mardi le déclenchement d'une enquête pour mettre en lumière les circonstances d'une intervention policière du Service de police de la Ville de Québec. En juillet 2021, quelqu'un aurait appelé le 911, demandant les secours pour un homme qui craignait pour sa sécurité. L'homme de 50 ans aurait été gravement blessé après son altercation avec un policier, arrivé sur les lieux peu après l'appel. Transporté à l'hôpital, l'homme y a reçu les soins nécessaires. *Audrey Robitaille*



Le lancement de la campagne Minimum 18 s'est déroulé devant le Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie.

Camille Cusset, L'Atelier

Le taux horaire minimum à 18 \$ comme solution

Des syndicats et des associations pressent Québec d'agir

CAMILLE CUSSET
L'Atelier

La hausse du salaire minimum à 18 \$ l'heure permettrait d'améliorer les conditions de vie des personnes marginalisées et aurait un impact négligeable sur l'inflation, selon les représentants présents au lancement de la campagne Minimum 18 \$, mardi à Montréal.

Dans cette optique, la campagne Minimum 18 \$ a été lancée lors du point de presse donné par plusieurs organisations syndicales accompagnées d'une coalition de groupes communautaires de lutte contre la pauvreté et de défenses des non-syndiqués. « Nous avons accordé nos violons », a dit Denis Bolduc, le secrétaire général de la

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

Précarité des femmes et des minorités

Selon Nathalie Arguin, la secrétaire générale de la Confédération des syndicats nationaux, les femmes sont particulièrement touchées par la précarité occasionnée par le salaire minimum actuel. « Les secteurs où le salaire minimum est appliqué sont souvent occupés par des femmes », a déclaré la secrétaire générale.

En outre, les communautés minoritaires seraient les plus concernées par le salaire minimum. Le salaire minimum est actuellement fixé à 13,50 \$ l'heure au Québec. D'autre part, la problématique

que l'on oppose généralement à une augmentation de salaire concerne plutôt le taux de chômage, selon l'économiste Bernard Gauthier. « Il serait étonnant que cela ait un impact sur l'inflation », explique M. Gauthier. C'est également l'argu-

« Les secteurs où le salaire minimum est appliqué sont souvent occupés par des femmes »

— Nathalie Arguin

ment avancé par Christian Daigle, le président du Syndicat de la fon-

tion publique et parapublique du Québec. « Il faut arrêter de faire peur aux gens », a-t-il dit au sujet des inquiétudes liées à l'inflation.

Un impact sociétal positif

Pour Christian Daigle, la hausse du salaire minimum à 18 \$ l'heure aurait une incidence positive sur des enjeux de société.

« C'est prouvé. Il y a des exemples concrets où l'augmentation du salaire minimum a eu un effet sur des problèmes comme la consommation de drogue et d'alcool », explique Christian Daigle. Dans le courant de la journée, le ministre du Travail, Jean Boulet, a annoncé une « augmentation importante du salaire minimum » au Québec, dans un microbillet sur Twitter.

Omicron pourrait supplanter Delta

La plupart des vaccins risquent d'être moins efficaces contre le nouveau variant

AUDREY PILON-TOPKARA
L'Atelier

« Ça va prendre du temps avant d'en apprendre plus [sur Omicron], mais il y a déjà des équipes là-dessus, c'est certain », dit Denis Archambault, professeur en immunologie et en biotechnologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Certains scientifiques, qui ont examiné des données prélimi-

naires provenant d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni, pensent qu'Omicron serait très infectieux, sans être nécessairement plus virulent que le variant Delta.

Le conseiller de la Maison-Blanche sur la crise sanitaire, le Dr Anthony Fauci, a confirmé cette hypothèse mardi à l'Agence France-Presse: « Omicron est clairement hautement transmissible, probablement davantage que Delta. » Il affirme néanmoins être

« presque certain » que le nouveau variant n'est pas plus grave que Delta.

Vivre avec le virus

Pour Benoit Barbeau, expert en rétrovirus et professeur de biologie moléculaire à l'UQAM, « la plupart des vaccins seront probablement moins efficaces contre le variant Omicron. Ça va prendre des semaines, voire des mois, avant d'en établir l'efficacité ». Il

ajoute que les multiples mutations du variant augmentent les chances de résistance aux vaccins, qui réduisent tout de même la gravité des symptômes.

M. Barbeau et M. Archambault conviennent qu'il est « très probable » que le monde doive apprendre à vivre avec le virus. Il pourrait devenir endémique et cyclique, à l'image de la grippe. « C'est le scénario le plus probable et réaliste », admet M. Barbeau.

Québec favorise la main-d'œuvre en santé mentale

ARIELLE DESGROSEILLIERS-TAILLON
L'Atelier

Le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a annoncé mardi l'embauche de personnes ayant un baccalauréat et qui sont non admissibles à des ordres professionnels dans des disciplines de santé mentale et de relations humaines. Cette annonce a été faite pour pallier un manque criant de personnel dans les équipes de santé mentale et de protection de la jeunesse. Cette mesure s'inscrit aux côtés de plusieurs autres dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre annoncée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, le 30 novembre.

Des bourses attirantes

Afin de former davantage de psychothérapeutes, le gouvernement a dévoilé la création de 350 bourses, d'une valeur de 10 000 \$ à 45 000 \$, qui seront offertes d'ici 2024-2025. Ce programme souhaite non seulement inciter les étudiants à se diriger vers ces domaines d'études, mais également les soutenir financièrement durant leur scolarité.

Le système en crise

Le gouvernement du Québec réagit avec l'Opération main-d'œuvre. Les nouvelles mesures annoncées mardi s'ajoutent à celles présentées dans les derniers jours. Rappelons d'ailleurs la formation accélérée de 3000 agents administratifs en soutien au secteur clinique dévoilée le 1^{er} décembre, formation qui servira à soutenir les équipes du secteur psychosocial. Grâce à l'ajout de ces effectifs, les professionnels cliniques seront libérés de leurs tâches administratives et pourront se consacrer davantage aux soins et aux services offerts aux usagers.

L'accès aux services

En 2020, le temps d'attente approximatif pour consulter un psychologue dans la région de Montréal était de six mois à deux ans. Dans le communiqué de presse publié mardi par son cabinet, Lionel Carmant a souligné l'importance de ces nouvelles mesures pour l'accès à des services en santé mentale : « Dans un contexte comme celui que nous connaissons, où la détresse psychologique est plus répandue que jamais, il est crucial de prendre les moyens qui sont à notre disposition pour répondre aux besoins des Québécoises et des Québécois, et tout particulièrement les plus vulnérables d'entre eux. »

Un Noël presque normal

Le ministre de la Santé a annoncé que 20 personnes vaccinées pourront se rassembler dès le 23 décembre

VIOLETTE CANTIN
L'Atelier

Les familles québécoises peuvent désormais entamer les préparatifs du temps des fêtes en ayant l'heure juste : les rassemblements privés allant jusqu'à 20 personnes vaccinées seront permis à compter du 23 décembre, et ce, pour une durée indéfinie, a annoncé le ministre de la Santé, Christian Dubé, en conférence de presse mardi.

« C'est important de récompenser les Québécois pour la vaccination et le respect des règles sanitaires », a affirmé le ministre. Il a pris soin de rappeler que la totalité des autres mesures sanitaires demeure inchangée jusqu'à nouvel ordre.

Vaccin obligatoire

Tant le ministre Christian Dubé que le directeur national de santé publique, le Dr Horacio Arruda, ont recommandé que les personnes non vaccinées ne soient pas admises lors de ces rencontres festives. « On recommande ça pour protéger les personnes non vaccinées, pas pour les exclure », s'est défendu le Dr Arruda, avant d'ajouter que « plusieurs virus » circulent en ce moment chez les personnes non vaccinées.

Questionné sur les fondements scientifiques de la décision d'assouplir les mesures pour les rassemblements privés, M. Arruda a expliqué qu'il s'agissait d'une « science de jugement et de gestion



« C'est important de récompenser les Québécois pour la vaccination et le respect des règles sanitaires », a affirmé Christian Dubé. Jacques Boissinot, La Presse Canadienne

du risque ». Il a également mentionné avoir eu une pensée pour toutes les personnes qui ont « fait l'effort de se faire vacciner ».

Troisième dose imminente

M. Dubé a également annoncé que les femmes enceintes, les communautés éloignées ou isolées, les travailleurs de la santé et les personnes vivant avec une maladie chronique auraient désormais accès à une troisième dose de vac-

cin contre la COVID-19. Les personnes âgées de 60 ans et plus pourront quant à elle réclamer leur troisième dose au début du mois de janvier. Le ministre a mis ce délai sur le compte du manque de personnel dans les centres de vaccination et en a profité pour inviter les intéressés à postuler pour travailler pendant le temps des fêtes.

M. Dubé a également incité les personnes admissibles à la troisième dose à s'en prévaloir aussi-

tôt que six mois se seront écoulés après leur deuxième dose.

Bonnes nouvelles

Le ministre Dubé croit que le Québec va « dans la bonne direction » concernant le taux de vaccination chez les 5 à 11 ans, qui est actuellement de 43 %. Il a également mentionné qu'en date du 30 novembre, aucun cas du variant Omicron n'avait été identifié sur le sol québécois.

L'immigration comme solution à la pénurie de main-d'œuvre

SANDRINE CÔTÉ
L'Atelier

Québec déploie un plan d'action favorisant la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. Dans les deux prochaines années, 130 millions de dollars seront investis, a annoncé mardi matin Jean Boulet, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. Il était accompagné de Gyslaine Desrosiers, présidente du Conseil interprofessionnel du Québec.

« Depuis plusieurs années, nous avons été trop souvent témoins de cas d'immigrants professionnels incapables de travailler dans leur champ d'expertise par manque de reconnaissance de leurs compétences professionnelles », a déclaré M. Boulet.

Une réalité qu'il juge inadmissible, surtout dans un contexte où la rareté de main-d'œuvre est « particulièrement préoccupante », notamment en santé, en éducation et dans la construction.

Faciliter le processus

Le plan d'action se décline en six mesures clés. D'abord, la prospection permettra de recenser les pays avec des travailleurs dont la formation professionnelle s'apparente à celle du Québec, dans le but de diversifier les bassins de recrutement.

« 34 % des immigrants abandonnent [la reconnaissance de leurs compétences] » — Jean Boulet

Du soutien financier sera aussi octroyé aux ordres professionnels afin de développer de nouveaux projets pour bonifier l'évaluation des compétences.

De l'accompagnement personnalisé auprès des nouveaux arrivants jumelé à une aide financière est également prévu. Cet investis-

sement permettra, par ailleurs, une accessibilité accrue à des formations d'appoint et à des stages pour les immigrants. « Pour une formation à temps plein, 500 \$ seront donnés par semaine, et 250 \$ pour une formation à temps partiel », a détaillé le ministre de l'Immigration.

Finalement, il y aura mise en place d'un outil en ligne pour que les employeurs puissent savoir à quoi correspond un diplôme étranger dans le système scolaire québécois.

Difficultés à corriger

Présentement, « 34 % des immigrants professionnels abandonnent leur parcours [de reconnaissance de leurs compétences], faute de moyens de subsistance suffisants », a déploré le ministre Jean Boulet.

Il estime aussi que le plan d'action saura corriger le tir : environ 2000 à 3000 professionnels immigrants pourraient tirer profit de cet investissement au cours des deux prochaines années.

Vaccination obligatoire pour les entreprises sous charte fédérale

LA PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le gouvernement libéral de Justin Trudeau veut imposer la vaccination aux employés des entreprises sous réglementation fédérale. Malgré le fait qu'elle était déjà obligatoire dans certains secteurs depuis le mois d'août, un règlement qui étend cette obligation à un plus grand nombre de travailleurs du fédéral est prévu pour le début de l'année 2022. « Rendre la vaccination obligatoire dans tous les milieux de travail sous réglementation fédérale protégera les travailleurs, leur famille, et leur communauté. Cela nous aidera à terminer la lutte contre la COVID-19 », a déclaré le ministre du Travail, Seamus O'Regan, par voie de communiqué.

SAQ : retour aux négociations

THOMAS LAFOND
L'Atelier

À l'approche du rejet de l'entente de principe par les syndicats de Société des alcools du Québec (SAQ), les parties retourneront à la table de négociations mercredi, promettant de ne faire aucun débrayage.

« À l'approche des Fêtes, nous voulons que l'ensemble des Québécois et Québécoises aient accès aux produits de la Société des alcools du Québec et nous nous engageons donc dès demain dans de nouveaux pourparlers intensifs avec la direction », a déclaré le conseiller syndical des employés, Michel Gratton, par voie de communiqué.

Lundi, 86 % des 780 employés de la SAQ avaient voté contre l'entente de principe proposée par les comités de négociation. La grève est encore suspendue et ne reprendra pas pendant les nouvelles séances de négociations.

Rappelons qu'en octobre dernier, les employés de la SAQ avaient voté à 94 % pour des moyens de pression qui ont mené à une grève illimitée, ce qui a entraîné une importante pénurie de stock dans les différentes succursales de la SAQ.

Manque d'écoute des dirigeants

Le président du Syndicat des travailleurs et travailleuses de la SAQ, Joël Latour, avait expliqué à l'époque qu'il existait une grande animosité entre les deux clans.

« La direction nous pousse à la grève. Il y a un tel manque de respect pour ces syndiqués que la SAQ n'arrive pas à retenir sa main-d'œuvre. Les salaires ne sont plus compétitifs et ceux et celles qui restent sont forcés de faire tellement d'heures supplémentaires que leur santé et leur sécurité sont en danger », a dit M. Latour.

Les employés de la société d'État, dont le service est jugé essentiel depuis le printemps 2020, auraient connu une dernière an-



Noémie Rochefort, L'Atelier

née très difficile selon lui.

Élan pour les marchands d'alcool

La grève des employés de la SAQ ne fait pas que des perdants. Les perturbations dans les SAQ incitent les amateurs de microbrasseries québécoises à se tourner vers les épiceries fines et autres commerces vendant de l'alcool québécois pour emplir leur bar et leur cellier au grand bonheur de ces derniers.

Selon Patrice Lavoie, propriétaire de l'épicerie fine *Veux-tu une bière?*, cet engouement pour les produits québécois, le vin en particulier, s'explique non seulement par la pénurie de stock à la SAQ, mais aussi par la crise sanitaire.

Consommer local

« Au début de la pandémie, il y a eu l'annonce de François Legault qui encourageait les gens à consommer local, qui a beaucoup aidé. Il y a aussi le fait que le vin

québécois est en pleine expansion, il y a plus de vignobles et plus d'intérêt », a expliqué M. Lavoie.

Patrice Lavoie explique que la vente de ses bières de microbrasseries n'était pas très touchée par

« Au Québec, on fait de tout, on a une grande variété de bières »

— Patrice Lavoie

la grève à la SAQ.

« Elle ne vend presque pas de bières de microbrasseries québécoises. Elle se concentre plus sur des produits internationaux nichés, ce qui n'est pas nécessaire compte tenu du fait que l'intérêt [des produits internationaux] est assez faible comparativement au vin », a-t-il expliqué. Il a également mentionné la grande sélection

de bières québécoises, ce qui est un important atout comparativement au vin québécois.

« Il y a des types de vins qui ne peuvent pas être faits au Québec à cause d'un terroir limité, alors que, pour la bière, il n'y a rien que l'on ne puisse pas faire, il n'y a pas une sorte de bière qui oblige le client à aller regarder la sélection d'un pays en particulier parce qu'au Québec, on fait de tout, il y a une grande variété de bières », a déclaré M. Lavoie.

Gros volumes pour la SAQ

Il a également expliqué que le produit québécois ne produit pas le volume voulu par la société d'État. « La SAQ recherche des bières qui ont un gros volume, alors que le volume du produit québécois est plus petit, plus rare. Ça fait en sorte qu'on n'est pas vraiment en compétition avec la SAQ au chapitre des bières de microbrasserie. C'est plus une question de préférence et de substitution. »

CHRONIQUE

Vingt sans vin à Noël

TRISTAN MAC

La modération a bien meilleur goût, dit-on. Entre les tablettes vides à la SAQ et une limite de 20 personnes par party — qui plus est obligatoirement vaccinées —, les Québécois auront l'occasion de mettre ce concept en pratique à Noël. Finalement, ne devrait-on pas annuler le congé des Fêtes ou le reporter, comme ce fut le cas pour l'Halloween en 2019?

Des festivités sans alcool? La question se pose! Que sera Noël sans les produits de la SAQ? J'ose croire que l'ambiance sera tout de même joyeuse. Qui ne se souvient pas de ces réveillons si arrosés? Vin, bière, champagne, bouteilles de fort... les Québécois aiment la boisson. Selon bien des gens, « l'alcool, c'est de l'eau! Et pour Noël, peut-être que le petit Jésus réussira à changer miraculeusement l'eau en vin! Souhaitons-le... Ou ne le souhaitons pas. Profitons plutôt du temps en famille, qui devrait être une priorité bien avant l'alcool. Beauceville, Shawinigan, Saint-Louis-du-Ha! Ha!, Montréal... Les régions seront gâtées sans alcool!

Des rassemblements de 20 personnes vaccinées seulement? Code QR, pas de code QR, vaccin, pas de vaccin... le Québec risque de trouver son Noël pénible. Respectera-t-il les règles? Voilà la question qui tue! Horacio Aruda recommande au peuple de ne pas recevoir les non-vaccinés dans les maisons pour le premier Noël sans couvre-feu. François Amalga fêtera-t-il Noël? Pas sûr!

Comment le passeport vaccinal pourra-t-il être vérifié dans les foyers? Combien de voitures seront permises devant la maison? Qui comptera les véhicules?

Est-ce que matante Gertrude ou mononcle Albert réussiront à scanner les codes QR comme ce fut un franc succès technologique lors de leurs apparitions à *La poule aux œufs d'or* sur Zoom? Naïveté ou pas, le peuple aura sûrement envie de se rassembler à Noël autour d'une belle dinde farcie concoctée par grand-maman... ou par mononcle!

La limite de 20 personnes est absurde, parce que les Québécois seront certainement désireux de se rassembler en grand nombre pour l'occasion.

La pandémie... cette satanée pandémie... Omicron aura-t-il raison de Delta? La bataille sera féroce puisque le nombre de cas de COVID-19 augmente. Seule la population aura la réponse à cette question. Si les cas explosent après Noël, l'opinion publique accusera la gestion de la pandémie en temps des Fêtes. Et si les infections demeurent stables, la population dira avoir respecté les règles recommandées par les autorités. On peut demeurer sceptique toutefois quant aux restrictions en place pour ce congé annuel. À suivre...!

Réconciliation et pandémie au cœur des dépenses budgétaires du fédéral

Le rapport B sur le budget supplémentaire a été publié mardi

ARIELLE
DESGROSEILLIERS-TAILLON
L'Atelier

Un rapport publié par le bureau du directeur parlementaire du budget du Canada prévoit une augmentation des sommes allouées aux mesures pour lutter contre la COVID-19, ainsi qu'une aide additionnelle pour les collectivités autochtones.

Des dépenses supplémentaires représentant 13,4 milliards de dol-

lars sont attendues pour la période en cours.

Lutte contre la COVID-19

Pour répondre aux problèmes qu'a engendrés la pandémie, le gouvernement a annoncé une bonification de 3,8 milliards de dollars pour les trois prestations canadiennes de la relance économique. En entrevue avec *L'Atelier*, le directeur parlementaire du budget, Yves Giroux, a précisé que cette augmentation est « en bonne

partie due au fait que le gouvernement a annoncé des prolongations et certaines bonifications à ces prestations. »

Soutien aux communautés autochtones

Une partie importante de ce rapport porte sur une aide supplémentaire offerte aux communautés autochtones. « La raison principale pour laquelle le budget total pour les populations autochtones a presque doublé depuis 2017 est que

le gouvernement a considéré la réconciliation avec les Autochtones comme l'une de ses priorités, sinon sa priorité numéro un », a souligné Yves Giroux. Au total, plus d'un milliard de dollars sont prévus pour appuyer les collectivités. De plus, le budget supplémentaire a augmenté les sommes destinées à la rémunération du personnel, puisque le nombre d'employés à temps plein s'est accru en moyenne de 1% annuellement depuis 2006.



Pour Dominique Anglade, réclamer une enquête sur la gestion de la pandémie « dépasse largement le cadre de la partisanerie. » Jacques Boissinot, La Presse Canadienne

L'opposition unie pour réclamer une enquête

VIOLETTE CANTIN
L'Atelier

Une commission d'enquête publique indépendante sur la gestion de la pandémie par le gouvernement : voilà ce qu'ont réclamé à l'unisson les trois partis d'opposition lors d'un rare point de presse commun mardi matin. « François Legault a fait de l'aveuglement volontaire, c'est irresponsable », a affirmé la cheffe du Parti libéral du Québec, Dominique Anglade.

« Et c'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'une enquête publique indépendante », a-t-elle ajouté. D'après elle, le gouvernement a émis « une série de contra-

dictions » qui, à son avis, visent à dissimuler « la vérité ».

Insatisfaction commune

Accompagnée du porte-parole en matière de santé de Québec solidaire, Vincent Marissal, et du chef parlementaire du Parti québécois, Joël Arseneau, Anglade a martelé qu'il y avait des informations « cachées » dans la gestion de la crise par le gouvernement.

M. Marissal a déploré une « opacité » qui est selon lui maintenue par le gouvernement, tandis que M. Arseneau a fait appel au « sens de l'État du premier ministre ».

Une enquête sur les décès survenus en CHSLD lors de la première vague de la pandémie est présente-

ment menée par la coroner Géhane Kamel. La semaine dernière, les

« François Legault a fait de l'aveuglement volontaire, c'est irresponsable » — Dominique Anglade

partis d'opposition avaient accusé le gouvernement de cacher des informations à la coroner.

Échanges musclés

En période de questions au Salon bleu en après-midi, les partis

d'opposition ont accablé le gouvernement de questions concernant son refus de lancer la commission d'enquête réclamée.

Le ton a monté lorsque le chef de file parlementaire du gouvernement, Simon Jolin-Barrette, a accusé l'opposition de faire « une job de bras ».

Questionné à propos du manque d'équipement de protection individuel dans les CHSLD au début de la pandémie, le premier ministre François Legault a affirmé avoir été « 100 % transparent » et que « jamais on ne [lui avait] dit qu'il manquait d'équipement ».

D'après lui, « personne ne soupçonnait ce qui se passerait dans les CHSLD au mois de mars ».

DROGUES

Vers la fin des peines minimales

SARAH BRULÉ
L'Atelier

Le Parti libéral du Canada relance le processus législatif visant à abroger les peines minimales obligatoires pour les infractions liées aux drogues. Les intervenants en dépendance saluent, à nouveau, l'initiative en réitérant que les libéraux auraient pu en faire beaucoup plus.

La proposition permettrait d'accroître le recours aux peines avec sursis, comme la détention à domicile ou encore le traitement ou l'accompagnement pour les personnes qui ne représentent pas une menace pour la sécurité publique.

C'est une réforme « primordiale », selon le ministre de la Justice et procureur général du Canada, David Lametti.

Cela permettrait de « tourner la page sur certaines politiques ratées du gouvernement conservateur », s'est-il enthousiasmé, lors d'une conférence de presse suivant le dépôt du projet de loi C-5 à la Chambre des communes. Le projet de loi donne suite à ce que les libéraux avaient déjà entamé en février dernier. Ils n'avaient toutefois pas réussi à obtenir l'approbation du Parlement avant que le premier ministre, Justin Trudeau, ne déclenche des élections.

La décriminalisation, une solution

Si le projet de loi représente un premier pas dans la bonne direction, la directrice générale de l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ), Sandhya Vadlamudy, croit que le gouvernement aurait pu être encore plus audacieux. « Nous aurions aimé que le projet de loi soit revu en profondeur et qu'on lui ajoute des éléments un peu plus progressistes, un peu plus axés sur la décriminalisation », ajoute-t-elle. L'AIDQ n'est pas la seule association à demander la décriminalisation de la possession et de l'usage de drogues.

Plus de 170 organismes de santé et de défense des droits de la personne réclament cela depuis mai 2020 dans une lettre adressée au gouvernement canadien par le Réseau juridique canadien VIH/sida. Une étape incontournable pour contrer la stigmatisation des personnes qui consomment, selon la directrice de l'AIDQ.

Diminuer la stigmatisation

La surreprésentation des personnes autochtones, noires et marginalisées en milieu carcéral est à l'origine des démarches, a souligné d'emblée M. Lametti.

L'abrogation des peines minimales obligatoires pour les infractions liées aux drogues permettrait d'éviter que des délinquants à faible risque et des délinquants primaires soient emprisonnés. Cela pourrait expliquer le nombre disproportionné d'Autochtones et de Noirs incarcérés.

Protéger les réfugiées de la violence

ALICE KIROUAC-NASCIMENTO
L'Atelier

Le Canada a annoncé, le 7 décembre, un investissement de 10 millions de dollars au cours des quatre prochaines années, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

L'initiative vise à lutter contre les niveaux élevés de violence et à s'attaquer à l'instabilité sociale et économique croissante de l'Amé-

rique centrale. Ce projet a aussi pour but d'aider les femmes et les filles touchées par la migration irrégulière et les déplacements forcés au Honduras, au Guatemala et au Salvador.

C'est dans ce contexte, en plus de son récent voyage au Guatemala, que le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Sean Fraser, a annoncé l'action ayant pour objectif d'autonomiser et de protéger les filles et les femmes affectées par ces conditions difficiles.

Les maux des femmes

Le projet se concentrera sur les besoins les plus urgents mis au jour dans les priorités du Cadre régional global de protection et de solutions pour l'Amérique centrale et le Mexique (MIRPS). Les activités comprises dans le projet sont créées pour améliorer la situation des personnes ayant besoin d'une protection internationale. Cela inclut des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des femmes et des filles risquant d'être déplacées, des réfugiés ainsi que

des demandeurs d'asile.

« Les violences sexuelles, la pauvreté, le manque d'accès à l'emploi, la discrimination sont toutes des raisons causant les déplacements », explique la directrice de l'Institute for Women in Migration, Gretchen Kuhner. Les femmes nous parlent toujours des violences physiques, psychologiques, sexuelles qui obligent les femmes à fuir leur pays d'origine. »

L'objectif premier du projet est d'assurer la santé et la sécurité de cette population déjà vulnérable.



La hausse de l'inflation crée un cercle vicieux difficile à gérer, tant pour les banques alimentaires que pour les contribuables. Florence Cantin, L'Atelier

Les banques alimentaires manquent d'air

NOÉMIE ROCHEFORT
L'Atelier

La hausse de l'inflation mène la vie dure aux banques alimentaires, qui se retrouvent à la fois submergées de demandes et en manque de fonds. Les aides provinciales ne suffiront probablement pas, selon Jean-Marc Fontan, un spécialiste en économie sociale.

« On avait 40 demandes de nourriture par semaine et, maintenant, on en a 120 », explique au téléphone le président fondateur de la banque alimentaire Aylwin d'Hochelaga-Maisonneuve, Alexandre Paradis.

Son organisation s'en tire plutôt bien malgré un contexte économique difficile : Aylwin parvient même à venir en aide à deux autres

banques alimentaires de Montréal qui peinent à se procurer assez de denrées. La situation de son organisme est cependant loin d'être représentative de l'ensemble des banques de l'île.

Monsieur et madame Tout-le-Monde

Chaque mois, plus d'un demi-million de Québécois ont recours à des services de denrées alimentaires — un nombre qui traduit une augmentation de 22 % par rapport à l'ère pré-pandémique. « Ce sont maintenant monsieur et madame Tout-le-Monde qui viennent chercher de l'aide, remarque le président fondateur d'Aylwin. On a vraiment vu de gros changements dans notre clientèle. »

Jean-Marc Fontan, qui est pro-

fesseur au Département de sociologie de l'UQAM, est bien au fait de cette hausse du taux annuel d'inflation. Ce dernier a bondi de 4,4 % à 5,3 % au Québec entre les mois de septembre et octobre derniers. « La pandémie a engendré moins de dépenses de la part des consommateurs, malgré l'argent [du gouvernement fédéral] qui continuait de rentrer, a-t-il expliqué. Pour M. Fontan, c'est dans ce petit gain que l'on puise pour augmenter les prix des aliments, notamment ». S'ensuit un cercle vicieux, où tout le monde est perdant. Les contribuables se retrouvent face à des denrées aux prix exorbitants, donc se tournent vers les banques alimentaires, mais ces dernières doivent déboursier davantage pour se procurer lesdites denrées. Le

président fondateur d'Aylwin dit avoir vu un bouquet de brocoli à 6,50 \$. « Ça creuse les inégalités, se désolent pour sa part M. Fontan. Les gens moins nantis voient leur pouvoir d'achat diminuer. »

Une aide suffisante?

Jean-Marc Fontan salue l'arrivée des aides provinciales de 200 \$ par ménage moins nanti et de 3 millions de dollars aux organismes communautaires, mais craint que la solution doive être durable. « Inévitablement, ce seront les salaires qui devront être augmentés, parce que ces aides ont toujours une fin », juge-t-il.

Comme le soulève Alexandre Paradis, personne ne devrait avoir à « choisir entre payer son loyer ou son épicerie ».

Contrebande d'alcool dans les Laurentides

La Sûreté du Québec (SQ) a mené une opération à Saint-Donat, à Saint-Sauveur et à Prévost durant laquelle il y a eu six perquisitions et trois interpellations. Les individus impliqués dans la contrebande et la vente d'alcool illégale par envois postaux dans les communautés du Nord pourraient faire face à des accusations. Les policiers ont saisi plus de 180 litres de boissons alcooliques, de l'argent relié aux infractions, des téléphones cellulaires, du matériel servant à l'expédition de colis postaux, des cartes bancaires ainsi que des preuves documentaires, indiquant un communiqué de la SQ paru le 7 décembre. SB

Un comité parlementaire étudiera le trafic d'armes à feu

Le Bloc québécois a réussi mardi à accélérer la formation d'un comité parlementaire afin que soit étudié dès mercredi le trafic illégal des armes à feu au Canada. Le comité permanent de la sécurité publique de la Chambre des communes se penchera sur le contrôle des armes à feu ainsi que sur l'augmentation des crimes commis avec ces armes par des personnes appartenant à des gangs de rue. Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Marco Mendicino, et des représentants de la GRC seront convoqués. Depuis février dernier, Québec réclame à Ottawa le pouvoir d'interdire les armes de poing. PC et APT

Exaspéré par le bruit, il menace son voisin

La victime, sourde et muette, ne l'entend pas entrer dans l'appartement et se défend avec un balai

AUDREY ROBITAILLE
L'Atelier

Un homme, accusé d'être entré par effraction chez son voisin du dessus, a été reconnu coupable mardi d'avoir proféré des menaces de mort à l'endroit de ce dernier. Marcel Yves Lauzier a toutefois échappé aux accusations d'effraction et de voie de fait.

Le jour des actes reprochés, l'accusé est monté sur le balcon de

M. Carat, son voisin sourd et muet, pour lui demander de faire moins de bruit. Il connaissait le handicap de son voisin, mais s'est acharné à frapper à la porte plutôt que d'utiliser la sonnette lumineuse prévue à cet effet. Il affirme avoir cogné « dix à quinze fois » avant d'entrer.

Du bruit qui dérange

Depuis l'emménagement de M. Carat en 2016, M. Lauzier l'aurait imploré à plusieurs reprises de

cesser le bruit, allant même jusqu'à glisser des notes sous la porte de son voisin. Particulièrement sensible au bruit, M. Lauzier se décrit comme une personne « ayant de gros problèmes de colère ». Selon lui, cela résulterait d'un isolement prolongé et d'un traitement médical insatisfaisant.

D'après le témoignage de M. Lauzier, il ne serait jamais entré dans la demeure et n'aurait commis aucune voie de fait. Il admet cepen-

dant avoir menacé la victime de lui « trancher la gorge » avec un signe de la main. M. Carat affirme quant à lui avoir été terrorisé par l'accusé. Il balayait l'appartement quand M. Lauzier s'y est introduit. Il a ensuite agité le balai en direction de son voisin, dans un geste qui a été qualifié de légitime défense par la Cour. Celui-ci aurait riposté en le poussant, faisant alors éclater une dispute, entraînant des menaces à l'endroit de la victime.

L'ATELIER

Chef des nouvelles :
Arthur Marois

Cheffe des pupitres :
Marie-Soleil Lajeunesse

Actualités : Charles Lanthier

Politique : Philippe St-Denis

Culture : Ariane Dupuis

Monde : Luigi

Wahmereungo-Palmieri

Économie et sport :

Marc-Antoine Franco Rey

Photographe : Florence Cantin

Correctrices : Camille Cusset

et Alice Kirouac-Nascimento

Journalistes : Alexis Bataillé,

Sarah Brulé, Violette Cantin,

Daphné Chamberland, Laurent

Corbeil, Sandrine Côté, Arielle

Desgroseillers Taillon, Thomas

Lafond, Jérémy L'Allier,

Tristan Mac, Audrey

Pilon-Topkara, Audrey Robitaille

et Noémie Rochefort

Près d'un Canadien sur deux est insatisfait de son emploi

Près de la moitié des employés canadiens souhaiterait changer d'emploi en 2022, selon un récent sondage de Randstad Canada. Des offres plus attrayantes et la priorisation du travail à distance seraient à l'origine de ce phénomène, qui implique environ 43 % des employés au pays. L'émergence de nouvelles politiques permettrait des cadres de travail plus flexibles. Pour conserver leurs employés, plusieurs dirigeants ont notamment l'intention d'offrir de meilleurs salaires que leurs concurrents ou envisagent une révision globale de leur modèle d'entreprise. *PC*

La transition carbone est ardue pour les PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) du Québec peinent à s'adapter à la transition vers une économie faible en carbone, conclut le rapport de synthèse « Trait d'union » réalisé par Québec Net Positif à la suite de consultations menées en collaboration avec Économie verte Canada. Le manque de connaissances, la pénurie de main-d'œuvre, la relance post-pandémie et l'absence de contraintes réglementaires en sont les principaux facteurs. Il serait aussi plus complexe pour les PME d'accéder à des ressources qui leur sont adaptées, l'offre actuelle s'adressant principalement aux grandes entreprises. *Newswire*



Une affluence vers le numérique

Les entreprises canadiennes se lancent dans la transformation numérique comme jamais auparavant. Ainsi, près de 40 % des firmes interrogées ont indiqué avoir procédé à une telle intégration, soit trois fois plus qu'en 2020. Selon une nouvelle étude de SAP Canada, il s'agirait de l'investissement le plus rentable que puissent faire les entreprises canadiennes au seuil de l'année 2022. *Newswire*

Les prix des habitations en hausse à Montréal

Un marché qui avantage les uns et désavantage les autres

ALEXIS BATAILLÉ
L'Atelier

Les prix des propriétés résidentielles dans la grande région de Montréal ont grimpé de plus de 20 % par rapport à l'an dernier, a indiqué mardi l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec (APCIQ). Les prix médians des maisons unifamiliales, des copropriétés et des « plex » ont respectivement augmenté de 21 %, 18 % et 15 % la dernière année, rapporte l'APCIQ.

Selon le directeur du service de l'analyse du marché de l'APCIQ, Charles Brant, la faible offre de propriétés et la demande particulièrement forte le mois dernier ont exercé une pression à la hausse sur les prix. « On s'entend sur le fait qu'on est dans un marché de vendeurs », dit Simon Tremblay, qui vend sa maison de 2640 pi² sur Le Plateau-Mont-Royal à 1 695 000 \$.

Des ventes en baisse

M. Tremblay veut déménager dans une maison plus grande pour « avoir plus de place pour le petit qui s'en vient ». Il profite d'un marché où les ventes sont en baisse. En effet, les transactions pour le mois de novembre dernier se sont chiffrées à 4402, soit une baisse de 17 % par rapport aux 5296 de novembre 2020. Simon Tremblay, qui fait affaire avec le service de vente immobilière sans intermédiaire DuProprio, dit recevoir des



Le faible nombre de maisons unifamiliales inscrites à la vente a été le principal facteur de ralentissement des transactions. *Emy Nguyen, Unsplash*

offres d'agents immobiliers qui seraient prêts « à baisser leurs taux d'intérêt » pour faire affaire avec lui. « Quand on voit leurs sites internet, on voit qu'il n'y a pas beaucoup de maisons à vendre », a-t-il remarqué. Le futur père de famille préfère patienter encore quelque temps avec DuProprio. Selon l'APCIQ, le faible nombre de maisons unifamiliales inscrites à la vente a

été le principal facteur de ralentissement des transactions.

« Trop cher »

« Je n'envisage pas de vivre à Montréal plus tard dans ma vie même si j'y suis [née], explique Mia-Jade Pocetti, une cosméticienne qui travaille de 30 à 35 heures par semaines dans une pharmacie Jean Coutu. J'ai gran-

di à Côte-Des-Neiges et dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et, aujourd'hui, je ne suis pas capable de me trouver un appartement, imagine une maison, c'est juste trop cher! » Elle explique qu'elle cherche un logement depuis trois mois et que les seuls abordables sont des 1 1/2, qu'elle qualifie « d'un peu sales ».

Avec La Presse Canadienne

Le baseball, bon pour le tourisme

TRISTAN MAC
L'Atelier

Québec doit analyser la situation du projet de stade de baseball à Montréal en pensant au bien collectif, selon l'économiste Pierre Emmanuel Paradis.

« Demander des fonds publics n'est pas idéal. Le gouvernement doit servir de levier pour faciliter des projets et non de moyen financier, dit-il en entrevue avec L'Atelier. Si les gens impliqués ne sont pas capables d'avoir un projet sans fonds publics, il faut peut-être réfléchir à d'autres fonds privés. »

Une contribution financière pouvant aller jusqu'à quelques centaines de millions de dollars serait demandée par Stephen Bronfman pour son projet de stade de baseball à Montréal.

Ce projet ne coûterait pas moins d'un milliard de dollars. Le premier ministre du Québec, François Legault, avait d'ailleurs mentionné qu'il serait ouvert à le financer, à condition qu'il soit rentable.

Selon M. Paradis, il n'est pas

seulement question des impôts que paieraient les joueurs qui s'installeraient en ville. « Québec regarde son propre budget, mais devrait regarder pour l'ensemble de la société. S'il y a des joueurs qui s'établissent ici pendant longtemps, ils vont avoir des dépenses

« Une équipe de baseball est une publicité très importante pour le tourisme »

— Pierre Fortin

personnelles importantes. C'est la même chose pour les profits de l'équipe; si les investisseurs voient que leur projet est rentable, à ce moment-là, c'est plus intéressant qu'un paradis fiscal », a-t-il ajouté.

Selon l'économiste Pierre Fortin, la somme payée par Québec ne serait pas grande puisque le gouvernement financerait le taux

d'intérêt fixé à 2 %. « Il faut faire la distinction entre le montant du prêt hypothécaire et les charges d'intérêts annuels sur cet emprunt-là », explique-t-il.

Effets positifs sur l'industrie du tourisme

Selon Pierre Emmanuel Paradis, il est indéniable que le baseball peut avoir des effets positifs sur l'industrie du tourisme.

« Les gens viennent voir le baseball comme destination. La question est de savoir comment le nouveau stade peut engendrer des revenus, explique-t-il. Les résultats du baseball sont diffusés dans tous les bulletins de nouvelles sportives. Les amateurs voient des images du stade et peuvent avoir l'intérêt de venir voir des matchs à Montréal. »

M. Fortin est du même avis : « La présence d'une équipe de baseball à Montréal est une publicité très importante pour le ministère du Tourisme en faveur des visites dans la métropole et partout au Québec », complète-t-il.

Wall Street épargnée par le variant Omicron

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Bourse de New York a retrouvé le moral mardi en terminant en forte hausse après l'inquiétude quant à la dangerosité du variant Omicron. Le marché boursier avait été affecté depuis son apparition il y a une semaine. Wall Street a toutefois renoué avec l'optimisme sur la base d'informations préliminaires « indiquant que le variant Omicron n'est peut-être pas aussi grave que les précédents », ont résumé les analystes de Schwab.

Il est « presque certain » que ce nouveau variant n'est pas plus grave que Delta, a ainsi déclaré mardi le conseiller de la Maison-Blanche sur la crise sanitaire, Anthony Fauci. D'après Karl Haebling, analyste pour la banque allemande LBBW, le sentiment des investisseurs s'est nourri des conclusions « d'Afrique du Sud et du Dr Fauci affirmant qu'il n'y a pas de signe de symptômes graves ».



Le président russe, Vladimir Poutine, a participé mardi à un sommet virtuel avec son homologue américain, Joe Biden, depuis sa résidence de Sotchi au bord de la mer Noire. Mikhaïl Metzel, Agence France-Presse

ÉDITORIAL

Le Canada doit cesser de jouer le jeu

MARC-ANTOINE FRANCO REY

En refusant d'envoyer leurs dignitaires en Chine, tout en laissant leurs athlètes représenter le pays aux Jeux olympiques de Pékin, les États-Unis tentent de ménager la chèvre et le chou. Cette pseudo-position visant à condamner le génocide des Ouïgours, tout en donnant la chance aux sportifs de participer aux compétitions, laisse néanmoins la porte ouverte au Canada pour manifester sa désapprobation relativement au traitement réservé à ce peuple par le régime chinois.

L'annonce de Washington a frayé la voie à la protestation contre les violations des droits de la personne qui sévissent en Chine. Le Canada doit assumer une posture plus affirmée en boycottant complètement les Jeux olympiques d'hiver, qui auront lieu du 4 au 20 février prochain.

Étant donné que la Chine tirera profit de la tribune octroyée par cet écran de fumée sur ses pratiques illicites, prendre part aux événements sportifs reviendrait à adhérer en silence à ce que le gouvernement inflige à la communauté ouïgoure.

De la parole aux actes

Justin Trudeau avait déjà évoqué sa contrariété au regard du bilan chinois en matière des droits de la personne. Malgré les menaces de contre-mesures, les gouvernements doivent maintenir le cap. Autrement, ils laissent entendre à la Chine qu'ils ne peuvent lui tenir tête et, conséquemment, qu'ils plient devant elle.

L'envoi des athlètes canadiens en Chine reviendrait à un acquiescement silencieux. C'est au travers de conséquences tangibles que peuvent être pesés le réel poids des gestes posés et l'ampleur de leur portée. Malgré le fait qu'un boycottage total des Jeux olympiques de la part du Canada ne mettra pas fin aux atrocités qui surviennent en territoire chinois, le Canada enverrait un message fort de protestation, brisant une forme de mutisme général.

La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a affirmé aujourd'hui que « nos athlètes pourront participer aux prochains Jeux olympiques d'hiver. Ils ont travaillé si fort; c'est important pour eux de pouvoir y aller ».

Bien que les sportifs canadiens n'aient rien à voir dans cette histoire, ils devraient se demander s'ils sont consciemment prêts à participer à ces Jeux, si cela implique de contribuer à cette diversion de la part de la Chine et de cautionner indirectement ce qui s'y passe.

Biden menace Poutine de « fortes sanctions »

Les États-Unis et ses alliés craignent une invasion en Ukraine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Joe Biden a fait savoir à Vladimir Poutine que la Russie s'exposerait à de « fortes sanctions, entre autres économiques » en cas d'escalade militaire en Ukraine, lors du sommet virtuel qui s'est tenu mardi entre les deux hommes. Selon un communiqué de la Maison-Blanche, le président américain a également « exprimé la profonde préoccupation » des États-Unis et de leurs alliés face à l'accumulation de troupes russes à la frontière avec l'Ukraine.

Une étroite coordination

Les États-Unis, accusés de faire cavalier seul lors du retrait d'Afghanistan et de mener cer-

tains dossiers internationaux sans trop d'égards pour leurs alliés, ont insisté lourdement sur leur étroite coordination avec les Européens et les Ukrainiens dans ce dossier. Joe Biden a d'ailleurs téléphoné mardi au président français, Emmanuel Macron, à la chancelière allemande, Angela Merkel, au premier ministre italien, Mario Draghi, ainsi qu'au Britannique Boris Johnson à la suite de son échange avec Vladimir Poutine. Il doit également, dans les jours qui viennent, rendre compte de la conversation au président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Joe Biden a rappelé à son homologue russe son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale ukrainiennes, selon la Maison-Blanche.

Ruse ou risque réel?

L'espoir du président américain d'établir une relation « stable » et « prévisible » avec la Russie, exprimée en juin lors d'un sommet en personne entre les deux

Joe Biden a redit à son homologue russe son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale ukrainiennes

hommes à Genève, semble avoir survécu, au moins pour le moment. Washington, l'OTAN et

Kiev accusent Moscou de masser des troupes à la frontière avec l'Ukraine en vue d'attaquer le pays. Le Kremlin dément toutefois tout projet d'invasion.

Nombre d'observateurs en Europe et aux États-Unis pensent que Vladimir Poutine « bluffe » avec le déploiement de forces aux frontières de l'Ukraine, mais peu écartent complètement l'hypothèse d'une attaque. Un haut responsable de la Maison-Blanche avait prévenu avant le sommet de mardi que, si Moscou devait passer à l'acte, les États-Unis « répondraient favorablement » à une demande de présence militaire américaine accrue en Europe de l'Est et soutiendraient davantage l'armée ukrainienne.

Boycottage des JO : la Chine répond

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine, Zhao Lijian, a accusé les États-Unis d'avoir violé le devoir de neutralité politique du sport en annonçant un boycottage diplomatique des Jeux d'hiver de Pékin. « La tentative des États-Unis de perturber les Jeux olympiques d'hiver de Pékin, fondée sur un préjugé idéologique, des mensonges et des rumeurs, ne fera

qu'exposer aux yeux de tous les intentions malveillantes des États-Unis », a dit Zhao Lijian. Il a promis que « les États-Unis paieront le prix de leur mauvais coup ».

Indifférence de Pékin

Les États-Unis cherchaient à se positionner à l'égard des Jeux d'hiver organisés par Pékin, du 4 au 20 février 2022. Ils accusent la Chine de perpétrer un « génocide » contre les musulmans ouïgours du Xinjiang. Plusieurs organisations de défense des droits

de la personne accusent Pékin d'avoir interné au moins un million de musulmans dans des « camps de rééducation ».

La Chine dénonce « l'ingérence » des Occidentaux, assurant qu'il s'agit de « centres de formation professionnelle » pour soutenir l'emploi et combattre l'extrémisme religieux.

À Washington, la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, a justifié lundi la décision américaine. « Les athlètes de la Team USA ont notre soutien total. Nous

serons derrière eux à 100 % pendant que nous les encouragerons d'ici », a-t-elle ajouté.

Du fait des restrictions sanitaires chinoises imposées à l'entrée des étrangers, peu de responsables politiques mondiaux devraient faire le déplacement vers Pékin.

« Franchement, les Chinois sont soulagés d'apprendre la nouvelle, car moins il y aura de responsables américains, moins il y aura de virus », a publié sur Twitter le tabloïd chinois *Global Times*.

Les indépendantistes kanaks contesteront le résultat

La Nouvelle-Calédonie maintient son troisième référendum

AUDREY PILON-TOPKARA
L'Atelier

Le référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie n'est pas légitime, selon Charles Washetine, porte-parole du Parti de libération kanak (Palika). Il accuse du même coup la France de « mépriser le peuple premier » de Nouvelle-Calédonie. Le Palika et le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) ont appelé la population kanake à boycotter le vote pour des raisons culturelles. Les deux partis indépendantistes contesteront le résultat au lendemain du vote.

La tradition avant le référendum

Le Conseil d'État français a annoncé mardi avoir refusé de reporter la date du référendum, fixée au 12 décembre, après que des citoyens et des associations de la collectivité d'outre-mer eurent demandé un délai en raison du contexte pandémique. La COVID-19 a frappé de plein fouet l'archipel du Pacifique Sud au mois de septembre, entraînant ainsi la mort de 279 personnes, dont des Kanaks, un peuple autochtone présent sur le territoire depuis plus de 3000 ans. « L'État a maintenu la date en fonction de ses propres intérêts. On ne peut pas faire campagne dans des conditions de deuil, affirme M. Washetine. La France a cédé à la position de la



Le camp indépendantiste a refusé de faire campagne officiellement pour le Oui et a appelé la population kanake à boycotter le référendum. Angela Palmieri

droite locale. » Le Sénat coutumier kanak a décrété à compter du 6 septembre 2021 « un deuil kanak d'une année », rite funéraire important dans la culture kanake.

Tentative de décolonisation

« Il s'agit d'une démarche d'autodétermination et de décolonisation », renchérit le leader indé-

pendantiste. Avec ce référendum, les Kanaks souhaitent faire reconnaître à la France que la colonisation a porté atteinte à leur dignité et à leur identité. Sonia Backès, présidente du parti loyaliste Les Républicains calédoniens, estime que le FLNKS se sert du deuil comme prétexte pour manipuler l'opinion publique. « Il n'y a aucune raison valable de contester ce réfé-

rendum », a-t-elle soutenu à la télévision locale.

C'est sur la question suivante que doivent se prononcer 185 004 électeurs : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? » Deux précédents scrutins, en 2018 et en 2020, avaient été remportés par le camp du Non avec 56,7 % puis 53,3 % des votes.

Instagram et la protection des jeunes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le patron d'Instagram, Adam Mosseri, s'est prononcé mardi sur la protection des adolescents, à la veille de son audition sur le sujet au Congrès.

L'ancien entrepreneur, qui dirige Instagram depuis trois ans, n'a pas annoncé de modifications majeures, mais plutôt des changements en marge « pour que les jeunes soient encore mieux protégés sur Instagram ». L'application empêchera notamment les utilisateurs de mentionner dans leurs publications des adolescents qui ne sont pas abonnés à leur profil. Les comptes des mineurs étaient privés par défaut quand ils s'inscrivaient sur Instagram. Le réseau social va aussi proposer, en mars 2022, des outils permettant aux parents de voir combien de temps leurs enfants passent sur l'application pour instaurer des limites. Ils auront prochainement accès à un centre d'informations avec des tutoriels et des conseils d'experts.

Des Rohingyas réclament 190 milliards de dollars à Meta

LAURENT CORBEIL
L'Atelier

Des personnes réfugiées Rohingyas ont porté plainte contre le géant du web Meta, une somme totale de 190 milliards de dollars canadiens étant réclamée par les victimes.

Ces derniers accusent l'entreprise, anciennement appelée Facebook, de ne pas être intervenue dans la propagation de messages haineux à propos de leur minorité ethnique.

Les Rohingyas affirment dans leur plainte que les algorithmes utilisés par le réseau social Facebook ont favorisé la propagation de désinformations et d'idéologies extrémistes.

La plainte officielle stipule également que des milliers de vies Rohingyas ont été dévastées en raison de l'inaction de Meta dans le dossier, notamment par des actes violents dans le monde réel.

Priorité à l'anglais

Frances Haugen, la lanceuse

d'alerte, a mentionné en mai dernier que le géant du web fondé par Mark Zuckerberg n'a jamais hésité à passer sous silence, ou même à encourager par l'entremise de l'algorithme, les violences ethniques.

Mme Haugen a également affirmé que ce n'est pas une question

« Si on ne connaissait pas Facebook, est-ce qu'on aurait connu Joyce Echaquan ? »
— Jean-Hugues Roy

de moyens pour bien gérer les propos haineux, mais bien un manque de volonté de l'entreprise dans ce dossier.

Le côté non anglophone est notamment un aspect à travailler dans la gestion de contenus de Meta.

« Facebook a des modérateurs de contenus, surtout aux États-Unis et dans le monde anglo-saxon,

mais ils n'en ont pas suffisamment ailleurs », explique Jean-Hugues Roy, professeur en journalisme à l'Université du Québec à Montréal.

Situation particulière pour les Rohingyas

La propagation des propos haineux envers les Rohingyas se démarque dans plusieurs autres cas.

Bien que les propos haineux ne soient pas rares sur cette plateforme, dont la maison mère a été récemment renommée Meta, Jean-Hugues Roy affirme qu'il est plutôt rare que les propos discriminatoires se transforment en attaques réelles, comme ce fut le cas pour les Rohingyas et l'attaque au Capitole du 2 avril dernier.

S'il est impossible de nier tous les aspects négatifs de la plateforme ainsi que des autres réseaux sociaux, il ne faut toutefois pas négliger les bons côtés de Facebook.

« Si on ne connaissait pas Facebook, est-ce qu'on aurait connu Joyce Echaquan ? » demande Jean-Hugues Roy.

Avec l'Agence France-Presse

ISTANBUL

Un suspect arrêté pour l'assassinat de Jamal Khashoggi

Un homme soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi a été interpellé mardi à l'aéroport parisien Roissy Charles-de-Gaulle. Il a été placé en garde à vue. Khalid Alotaibi est soupçonné d'avoir fait partie d'un commando de Saoudiens envoyés au consulat d'Istanbul en 2018. Il devait « exécuter » Khashoggi et « dissimuler les preuves » du meurtre, selon des documents des gouvernements britanniques et américains, consultés par l'AFP. AFP

Le Chili dit oui au mariage gai

Le Chili a rejoint mardi la trentaine de pays au monde autorisant le mariage pour tous, une demande de longue date de la communauté homosexuelle dans ce pays catholique d'Amérique latine. Le Sénat a approuvé l'initiative par 21 voix contre 8. L'ultime étape sera la ratification présidentielle de la loi, qui permettra aussi aux couples homosexuels mariés d'adopter des enfants. Le projet de loi avait été déposé au Parlement en 2017 à l'initiative de l'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet. Dans une déclaration inattendue le 1^{er} juin dernier, le président conservateur, Sebastián Piñera, avait demandé au Parlement de se saisir de ce projet de loi « avec la plus grande diligence ». AFP



Des massages sexuels pour 300 \$

Une nouvelle victime, présentée sous le pseudonyme de « Carolyn », a témoigné au procès de Ghislaine Maxwell, l'ex-compagne de Jeffrey Epstein, jugée pour trafic sexuel, à New York. Elle a raconté sa vie difficile alors qu'elle avait entre 14 et 18 ans. La victime a notamment expliqué avoir été payée 300 \$ à chacune de ses visites à Palm Beach pour ce qui commençait toujours par un massage.

DC

Cinq suggestions pour offrir la culture en cadeau à Noël

SANDRINE CÔTÉ
L'Atelier

Après que la COVID-19 a mis à mal le secteur de la culture, le milieu renaît de ses cendres avec une vitalité renouvelée. Les activités culturelles retrouvant peu à peu leur cours normal, L'Atelier vous propose des suggestions de spectacles et d'exposition à offrir à vos êtres chers pour le temps des Fêtes.

Fêtes tout en musique

Sacré groupe de l'année au dernier gala de l'ADISQ, les Cowboys Fringants se produiront sur la scène du Centre Bell le 27 décembre prochain. Le groupe de folk et de country, devenu une valeur sûre de la scène musicale québécoise, sait rallier le public avec ses rythmes entraînants et ses textes engagés.

Classique des Grands Ballets canadiens

Les Grands Ballets canadiens de Montréal ont profité du répit forcé par la pandémie pour revoir leur programmation.

Après avoir laissé libre cours à son imagination, le directeur artistique, Ivan Cavallari, a abouti à sa propre version de l'histoire célèbre des amants de Vérone. *Roméo et Juliette* sera à l'affiche à la Place des Arts du 23 au 27 mars 2022.

Théâtre féministe

Présentée du 11 janvier au 5 février 2022 au Théâtre du Nouveau Monde, *Lysis* est une adapta-



Le Musée McCord propose une incursion parmi les vitrines mécaniques de La Maison Ogilvy, qui agrémentent le paysage montréalais depuis plus de 70 ans. Musée McCord

tion féministe de *Lysistrata*, pièce écrite à Athènes par Aristophane il y a presque 2500 ans.

L'œuvre suit le destin de *Lysis*, interprétée par Bénédicte Décary, qui se retrouve à la tête d'une révolution, les femmes de son pays ayant décidé de déclencher une grève de la reproduction.

Humour en toute vulnérabilité

Dans son plus récent spec-

tacle solo, *Mille mauvais choix*, Louis-José Houde se montre plus vulnérable que jamais, en s'ouvrant notamment sur son regret de ne pas encore être père.

L'humoriste sera en représentation au Cabaret Lion d'Or pour une quinzaine de représentations en janvier et en février prochain.

Exposition magique

Le Musée McCord présente jusqu'au 2 janvier l'exposition *Uni-*

vers enchantés, qui plonge les visiteurs dans la féerie des vitrines mécaniques en devanture de La Maison Ogilvy, une tradition du temps des Fêtes depuis 1947.

Ces vitrines — conçues sur mesure par le fabricant de jouets allemand Steiff — mettent en scène un décor bavarois où prennent vie des animaux faits à la main par l'entreprise. Un jeu interactif de *Cherche et trouve* est offert aux enfants à la billetterie du Musée.

L'art comme remède à la misère du monde

AUDREY ROBITAILLE
L'Atelier

L'artiste peintre multidisciplinaire Manuel Mathieu amorce une période de réflexion après une année plus que prolifique. De Chicago à Londres, en passant par la Belgique, le peintre n'a pas chômé cette année. Cette pause n'est toutefois pas synonyme d'arrêt. L'artiste continue de peindre le plus souvent possible afin de perfectionner son art. « Chaque jour, je veux faire quelque chose de beau », révèle-t-il.

Quand l'art fascine

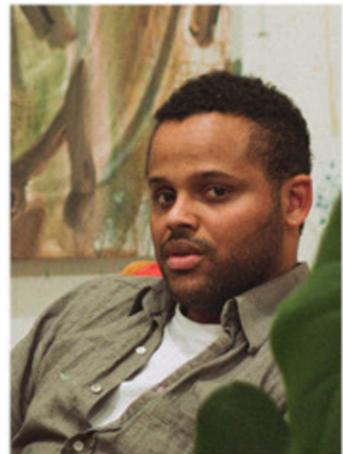
Faire du beau, c'est l'objectif que se fixe Manuel Mathieu quand il prend son pinceau. C'est son professeur, Mario Benjamin, peintre haïtien et cousin de son père, qui lui a insufflé cette passion pour la peinture pendant son adolescence.

Arrivé au Québec à 19 ans, avec sa détermination et son ambition en poche, il a multiplié les diplômes : un certificat en marketing à HEC Montréal, un baccalauréat en arts visuels à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ainsi qu'une maîtrise en beaux-arts à l'Université Goldsmiths à Londres. Il a rencontré l'un de ses professeurs de peinture, Jean Marois, pendant ses études à l'UQAM. Ce dernier reste aujourd'hui un ami.

« À l'époque, il était déjà très ouvert [sur le monde], ce qui doit lui venir de son statut d'immigrant », affirme M. Marois.

Embellir le monde

Manuel Mathieu ne vise pas seulement l'excellence quand il peint, il veut aussi rendre le monde meilleur. D'origine haïtienne, il ne peut que déplorer le faible nombre d'artistes contemporains noirs au Québec. « Pourquoi il n'y en a pas ? C'est une question que je me pose, que je pose aux musées, aux galeries d'art, à tout le monde. Je pense sincèrement qu'on peut changer le monde à travers l'art », conclut l'artiste.



Les œuvres de Manuel Mathieu seront présentées en Belgique jusqu'au 23 janvier 2022. Clovis Alexandre Desvarieux

16 artistes pour la même cause

TRISTAN MAC
L'Atelier

L'Encan Virtuel 2021 du Chic Resto Pop est maintenant lancé. Il est en cours jusqu'au 15 décembre prochain. Pour l'occasion, 16 artistes ont offert leurs photos et leurs peintures.

Le Chic Resto Pop, une entreprise d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, a ouvert ses portes en 1984.

François Gschwind, le directeur du développement philanthropique de cette organisation, explique que son entreprise a pour mission d'aider les gens ayant une difficulté à se trouver un emploi.

Parmi les artistes, on retrouve le photographe Bernard Brault, qui a longtemps travaillé à *La Presse*. M. Brault, qui a couvert treize Jeux olympiques dans sa carrière, a raconté en entrevue que mercredi marquait les 45 ans de sa première photo, publiée à l'époque dans *Le Courrier du Sud*.

Le Cinéma Beaubien a 20 ans

Un court métrage lui rendant hommage y sera présenté dès vendredi

JÉRÉMY L'ALLIER
L'Atelier

Le documentaire *Le fabuleux destin du cinéma Beaubien*, réalisé par Geneviève Mallette dans le cadre du 20^e anniversaire de la réouverture du cinéma, sera présenté en programmation régulière dès le 10 décembre.

Il sera en première partie du film d'animation *Josep*, du réalisateur Aurel.

Plus qu'une cliente

En entrevue avec L'Atelier, Mme Mallette, fidèle cliente du Cinéma Beaubien depuis 2001, affirme être tombée amoureuse de l'endroit. Non seulement pour sa proximité avec son domicile, mais aussi pour sa vaste sélection de films indépendants.

Elle présente dans son film les coulisses du cinéma où elle affirme avoir passé sa vingtaine.

« L'impact de ce lieu-là, c'est plus fort que de juste projeter un film de deux heures », dit celle qui espère pouvoir rendre un juste hommage au Cinéma Beaubien.



Le Cinéma Beaubien, qui existe depuis 1937, a changé son équipe de direction en 2001. Florence Cantin, L'Atelier

Une direction proche des cinéphiles

Mario Fortin, directeur général du cinéma depuis 2001, se dit fier du résultat final du projet de Geneviève Mallette, à qui il a donné « carte blanche » pour la production. Selon lui, la plus grande force du Cinéma Beaubien est « sa proximité avec la clientèle ». Il estime que la direction a su adapter la sélection des films à son fidèle

auditoire, qui recherchait des films plus indépendants et aussi moins de superproductions.

L'endroit « est passé d'un cinéma de quartier à un cinéma dans un quartier », déclare-t-il en ajoutant que seulement 25 % de la clientèle du « Beaubien » réside dans les environs. Après plus de vingt ans dans le métier, sa plus grande fierté est que le cinéma « soit encore ouvert », ajoute-t-il.

Une adaptation québécoise pour *Survivor*

Noovo a acquis les droits de la célèbre télé-réalité *Survivor* auprès du géant Banijay, a annoncé mardi la chaîne québécoise. L'émission met en vedette des participants qui devront survivre non seulement dans un lieu naturel isolé, mais aussi aux différentes épreuves auxquelles ils seront confrontés, au risque d'être éliminés. Ayant rencontré un succès immense dans plus de 40 pays, la série se hisse aisément au palmarès des plus grands phénomènes télévisuels des 25 dernières années, selon Noovo. La télé-réalité sera adaptée avec des participants québécois, grâce à une collaboration entre Bell Média et les Productions ToRoS. *Audrey Robitaille*

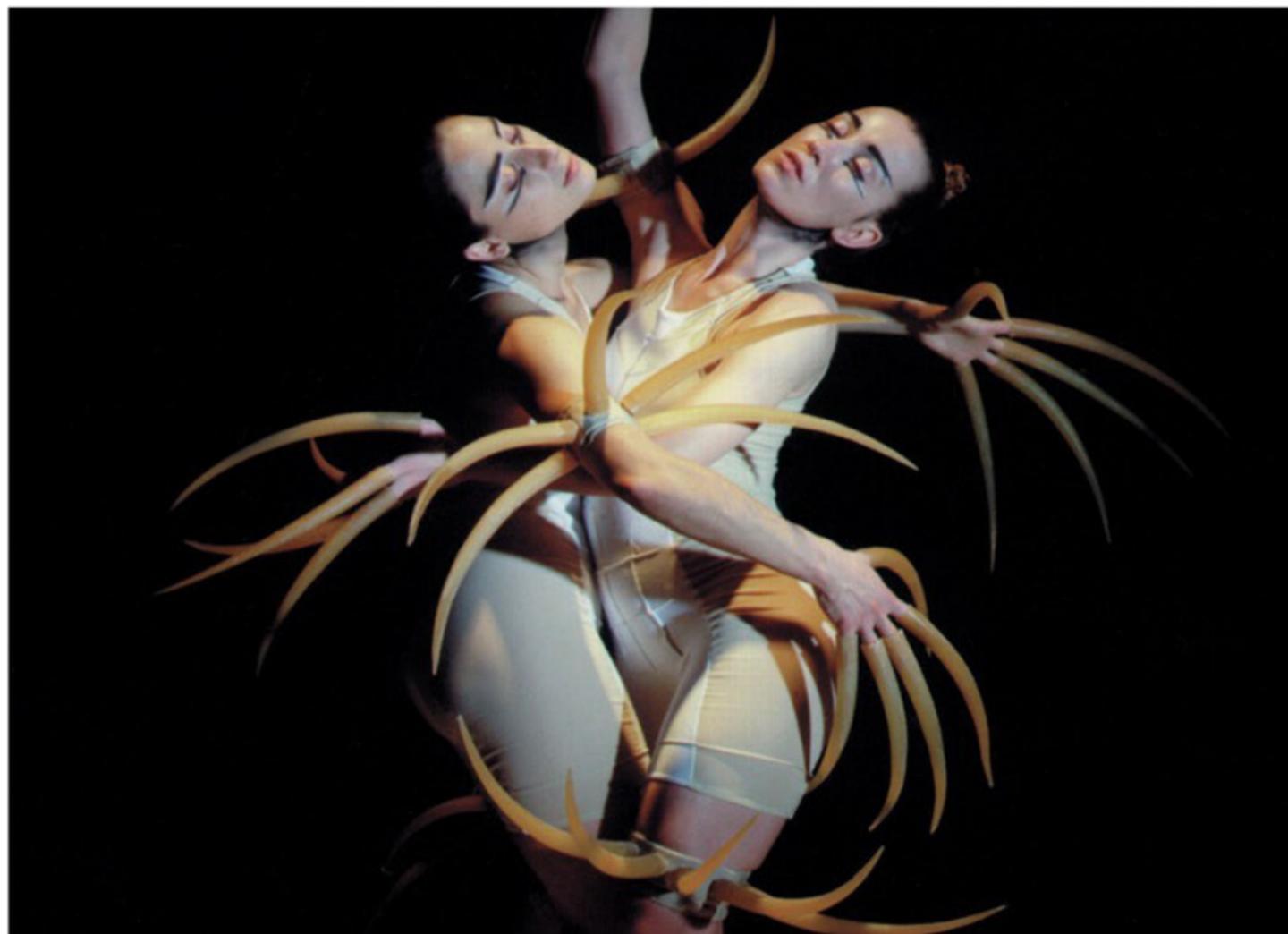
Walt Disney débarque à New York

Le Metropolitan Museum of Art (MET) de New York organisera une exposition consacrée à Walt Disney dès le 10 décembre. Il y sera entre autres question de l'inspiration du créateur américain et de ses studios dans les arts décoratifs européens, dont le rococo français du 18^e siècle. Le parallèle entre ce style et le monde enchanteur de Disney est l'un des plus parlants. Pour le commissaire de l'exposition, Wolf Burchard, les deux univers ont comme point commun de tenter de donner vie à des objets inanimés. L'exposition du MET fait dialoguer 60 pièces des arts et de la décoration du 18^e siècle avec des dessins issus des archives du studio. *AFP*



Casse-Noisette se réinvente

Les Grands Ballets canadiens présenteront une nouvelle formule de *Casse-Noisette* dès le 9 décembre. Le spectacle prendra la forme d'une programmation double. La création *Le Cadeau enchanté*, d'Ivan Cavallari, en première partie, précédera *Le Voyage de Clara*, le deuxième acte du ballet de Fernand Nault. Après avoir été présenté uniquement en ligne l'an dernier, *Casse-Noisette* sera de retour sur scène jusqu'au 28 décembre à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts. *AD*



Le Sacre du printemps de Marie Chouinard est une œuvre sombre et sauvage. Marie Chouinard

Le Sacre du printemps : corps de grésillements

NOÉMIE ROCHEFORT
L'Atelier

La première du *Sacre du printemps* de la Compagnie Marie Chouinard a été présentée mardi soir sous la forme d'une version plus bestiale et moins narrative du célèbre ballet d'Igor Stravinsky.

Les sons aigus et presque obsédants, perceptibles avant même que les danseurs et danseuses ne fassent leur entrée sur scène, donnent rapidement le ton de l'interprétation qu'a faite Marie Chouinard du classique. Saccadée, impressionnante, mais angoissante, sa chorégraphie se des-

sine sur scène sans que l'on puisse réellement en saisir l'essence. C'est son souhait : l'ancienne danseuse mise sur l'instantanéité du mouvement plutôt que sur sa portée narrative.

Registre carré

Rarement rassemblés, les danseurs et danseuses font presque exclusivement progresser *Le Sacre* par l'entremise de solos, de duos et de trios.

La gestuelle a une signature évidente, même un peu trop. Les coudes pliés, les cous qui semblent disloqués et les poitrines dénudées vers le ciel habitent tous les

Impressionnante, mais angoissante, la chorégraphie se dessine sans que l'on puisse en saisir l'essence

corps, sans exception. Si quelques artistes se démarquent par une fluidité enlevante, la plupart laissent parfois paraître un essoufflement qui nuit à l'amplitude des mouvements.

Sujets à dissection

Le décor, minimaliste, mais réfléchi, attire toute l'attention sur les corps contorsionnés. Des jets de lumière projetés en croissants les suivent doucement, comme pour inciter à les examiner. Parfois, en provenance des coulisses, ils illuminent crûment les formes nues des interprètes. Les corps se retrouvent découpés sous l'œil du public, secoués de spasmes qui manquent cependant de réalisme. Ardue est la tâche de réinventer *Le Sacre du printemps*, et la Compagnie Marie Chouinard, malgré des danseurs et danseuses d'un grand talent, n'a su y échapper.

Les réalisatrices sous les projecteurs

DAPHNÉ CHAMBERLAND
L'Atelier

L'organisme Réalisatrices Équitables s'est associé à sept diffuseurs du cinéma québécois dans le cadre de sa nouvelle plateforme DAMES DES VUES REMIX lancée mardi.

Ce partenariat lui permet de faire un pas de plus vers son objectif d'équité dans le domaine de la réalisation au Québec.

La Cinémathèque québécoise, Aime ton cinéma, Mediafilm, Ou-

voirça, Tënk, La Fabrique culturelle de Télé-Québec et Mon cinéma québécois en France, qui font partie de cette collaboration, auront le devoir mensuel de mettre au programme un film réalisé par une femme sur DAMES DES VUES REMIX.

Des portraits uniques

De son côté, Réalisatrices Équitables met à la disposition de ses nouveaux partenaires son riche éventail de portraits de réalisatrices québécoises. Des cinéastes

telles que Caroline Monnet, Sophie Deraspe, Sophie Dupuis ou Eve Lamont y racontent des anecdotes et des péripéties qu'implique leur vocation.

Talentueuses, mais sous-représentées

« Ce partenariat va consolider l'idée que les réalisatrices sont importantes et que, non, ce n'est pas un art mineur quand une femme fait un film », affirme Isabelle Hayeur, membre fondatrice de l'organisme. Elle explique

que ces collaborations obligeront les différentes plateformes à s'assurer de présenter des films réalisés par des femmes, ce qui encourage leur travail dans le domaine de la réalisation. « Qu'il n'y ait pas de réalisatrices, c'est faux. Il faut juste les laisser travailler », souligne Mme Hayeur. Anik Salas, présidente de Réalisatrices Équitables, abonde en ce sens : « [l'organisme] a démarré grâce à des femmes qui ont constaté que l'industrie du cinéma se privait du travail des réalisatrices ».

Le Canadien foudroyé

L'équipe laisse échapper son avance et s'incline 3-2

JÉRÉMY L'ALLIER
L'Atelier

Malgré un très bel effort dans les 58 premières minutes du match, l'histoire se répète pour le Canadien.

Il s'agissait de son premier affrontement contre le Lightning de Tampa Bay depuis la dernière finale de la Coupe Stanley. Par contre, hier soir l'alignement du Tricolore était très différent de celui de l'été dernier. Parmi les 20 joueurs ayant participé au cinquième match de la finale, seuls huit joueurs de l'édition précédente ont foulé la glace pour le Canadien au Centre Bell.

Un match avec du caractère

Même si l'équipe floridienne a ouvert le pointage, le Canadien a su riposter en marquant deux buts pour prendre le contrôle du match. Par contre, la rencontre presque parfaite du Canadien a rapidement tourné au cauchemar, tard en 3^e période. C'est l'ancien joueur du Canadien Corey Perry qui a créé l'égalité, alors qu'il ne restait que deux minutes à la partie. L'attaquant Ondrej Palat a scié les jambes du Tricolore, 91 secondes plus tard, en marquant son septième de la saison pour porter la marque à 3-2. Début difficile. C'est l'attaquant Patrick Maroon qui a ouvert le pointage en milieu de première période à la suite d'un revirement douteux de la part du nouveau venu Kale Clague. Le défenseur, réclamé au ballottage samedi dernier, était la



Le Lightning a savouré sa quatrième victoire d'affilée. Laurent Corbeil, L'Atelier

première acquisition du nouveau vice-président des opérations hockey, Jeff Gorton.

Les retrouvailles de Savard

C'était un match rempli d'émotions pour le Québécois David Savard, qui affrontait son ancienne équipe, avec qui il a remporté la Coupe Stanley l'an dernier. Par contre, le stress d'affronter son ancien club lui a permis de jouer un match inspiré. Il a servi toute une passe à Nick Suzuki pour son

sixième but de la saison. De plus, Savard s'est illustré défensivement en empêchant en 2^e période un but certain du capitaine adverse, Steven Stamkos.

L'attaquant Mike Hoffman a inscrit le deuxième but des siens en surprenant le cerbère adverse Andrei Vasilevskiy d'un tir vif après une mise au jeu en deuxième période.

La liste des blessés s'allonge

Le Canadien compte un effec-

tif réduit en raison de l'absence de taille du gardien Carey Price et des blessures de joueurs clés comme Josh Anderson, Tyler Tofoli et Jeff Petry. Le centre Christian Dvorak s'est ajouté à cette longue liste, lui qui a quitté la rencontre en milieu de 2^e période en raison d'une blessure au bas du corps.

Le Canadien affrontera jeudi soir au Centre Bell les Blackhawks de Chicago et le gardien Marc-André Fleury, qui sera en quête d'une 500^e victoire dans la LNH.

Six matchs de suspension pour Spezza

Le joueur de centre des Maple Leafs de Toronto, Jason Spezza, a été suspendu pour six matchs par la LNH pour un coup de genou à la tête du joueur des Jets de Winnipeg Neal Pionk, dimanche soir. La LNH considère qu'il s'agit d'un acte intentionnel, mais ne sévira pas davantage étant donné que le joueur de centre n'a jamais été suspendu en 1203 matchs. Pionk avait asséné un coup de genou au défenseur des Leafs, Rasmus Sandin, plus tôt dans la rencontre, un geste qui lui a d'ailleurs valu deux matchs de suspension. Les Maple Leafs porteront en appel la décision concernant Spezza, selon Elliotte Friedman du réseau Sportsnet. Philippe St-Denis

HOCKEY OLYMPIQUE

La Chine sera du tournoi

La Chine participera au tournoi de hockey lors des Jeux olympiques de Pékin, a annoncé mardi la Fédération internationale de hockey sur glace (FIHG). Le pays hôte retrouvera donc le Canada, les États-Unis et l'Allemagne dans le groupe A. La FIHG a déjà reconnu qu'elle avait des inquiétudes concernant la compétitivité de la Chine, mais le président, Luc Tardif, a déclaré le mois dernier que la Fédération ne retirerait pas l'équipe des Jeux olympiques. Auparavant considérée, l'idée de remplacer la Chine par la Norvège n'a pas été retenue. L'équipe pourrait être représentée par des joueurs nés en Amérique du Nord, mais ayant obtenu la citoyenneté chinoise. PC

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Des athlètes à l'honneur au Parlement

VIOLETTE CANTIN
L'Atelier

Plusieurs politiciens étaient réunis pour honorer 14 athlètes et entraîneurs québécois au cours d'une cérémonie officielle au bistro Le Parlementaire, mardi après-midi à Québec. La quintuple médaillée en paratation Aurélie Rivard et la médaillée d'argent en plongeon Mélissa Citrini-Beaulieu étaient notamment présentes. Le premier ministre, François Legault, a souligné que les neuf médaillées olympiques et trois des cinq médaillés paralympiques québécois sont des femmes. « Ça envoie un message très fort aux filles et aux femmes du Québec que oui, on peut réaliser ses rêves », s'est-il réjoui. Les chefs des partis d'opposition et la ministre et ancienne olympienne Isabelle Charest ont également prononcé un discours.

Les centres de ski remontent la pente

SARAH BRULÉ
L'Atelier

Le passeport vaccinal, exigé depuis le 15 novembre dans les centres de ski où l'utilisation d'un remonte-pente est requise, fait le bonheur des skieurs vaccinés, à l'aube de la nouvelle saison.

Le précieux sésame sera réclamé à tous dès l'âge de 13 ans pour utiliser les remontées mécaniques, ainsi que pour l'accès à certains services dans les chalets. Le port du couvre-visage est désormais suggéré, à moins d'emprunter des télécabines fermées.

Aucune limite de capacité dans les remonte-pentes, aucune distanciation physique... il n'en fallait pas plus pour donner aux amateurs de glisse un sentiment de retour à la normale.

Mesures mal-aimées

Si les assouplissements sanitaires font plaisir, c'est aussi parce que les mesures en place l'année dernière étaient complexes une fois sur les pistes.

Marie-Jeanne Laliberté, étudiante en tourisme d'aventure au Cégep de la Gaspésie et des Îles, estime que la saison 2021-2022 sera plus agréable pour les amateurs de glisse. « Le nombre de places dans les chalets était vraiment limité et on devait s'habiller

« Se promener avec un masque, c'est compliqué en ski, on le perd tout le temps » — Marie-Jeanne Laliberté

dans les autos souvent », indique l'étudiante.

Sécurité hivernale

L'efficacité du passeport vaccinal se mesure à l'aune de la satisfaction des sportifs.

« Nos sondages démontrent que la très grande majorité de notre clientèle est plutôt favorable

au passeport vaccinal », a déclaré Yves Juneau, président-directeur général de l'Association des stations de ski du Québec (ASSQ) dans un communiqué publié le 2 novembre dernier.

Pour Marie-Jeanne Laliberté, ce sera plus simple : « On devait se promener avec un masque, et c'est compliqué en ski, car on le perd tout le temps », se remémore celle qui skiait une à deux fois par semaine à Gaspé dans le cadre de son programme d'études.

La mise sur pied

« Pour l'industrie du ski, la mise en place du passeport vaccinal constitue assurément un défi opérationnel, mais elle permet des assouplissements bien perçus par l'ensemble des exploitants », a affirmé le président-directeur général de ASSQ.

Celle-ci a certifié que ses 75 stations affiliées feraient leur possible pour offrir la validation de la preuve de vaccination dès le début de la saison pour celles qui ouvriront leurs pistes avant.

Un prix pour Vladimir Guerrero fils

Vladimir Guerrero fils a remporté le trophée Tip O'Neill, qui récompense le joueur de baseball de l'année au Canada. L'honneur, qui est décerné par le Temple de la renommée du baseball canadien, est remis au joueur natif du Canada qui a excellé au niveau individuel et apporté une contribution significative à son équipe tout en respectant les plus grands idéaux du baseball. Guerrero fils a terminé la saison dernière dans les Ligues majeures avec 48 circuits et 111 points produits. Le trophée Tip O'Neill a été instauré en hommage à James Edward « Tip » O'Neill, un Ontarien qui a été l'une des premières étoiles du baseball. La Presse Canadienne